



180.000 personnes ! Ils peuvent toujours contester, amoindrir, rabaisser, minimiser : **il y avait bel et bien environ 180.000 personnes lors de la marche pour la VIème République et contre l'austérité le 5 mai dernier.**

Pour une manifestation qui était à caractère politique, sans revendication sociale particulière, c'est plus qu'un succès énorme. C'est un événement politique majeur. L'ampleur mais également la diversité des personnes et des organisations présentes montrent qu'à gauche, la résignation n'est pas à l'ordre du jour devant la capitulation du gouvernement.

Les récentes déclarations de François Hollande à Leipzig le 23 mai dernier lors des 150 ans du Parti Social Démocrate Allemand rendant hommage au bilan de Gerhard Schröder, l'ancien chancelier social démocrate allemand, montrent qu'il continue de faire la sourde oreille aux exigences populaires. **Non la solution n'est pas dans plus de précarité, dans des salaires en baisse, dans des acquis sociaux sans cesse rognés.**

Montrez nous où ça a marché ? En Grèce ? Au Portugal ? En Espagne ? En Irlande ? En Allemagne, nous dit-on. Mais à quel prix ! Le « modèle économique allemand », si exemplaire... est un des rares pays d'Europe dans lequel le salaire minimum n'existe pas ! Le nombre de travailleurs pauvres y est considérable. Et encore ce modèle est fragile, car il ne tient que par la politique d'austérité forcenée menée par l'Europe au détriment des autres peuples européens. L'euro fort est l'unique socle sur lequel est assise l'économie allemande. Pendant ce temps, il tue tout le monde autour. Encore combien de temps ?

Pour parvenir à ses fins, l'Allemagne continue de tenir les rênes de cette Europe désintégratrice. Et qui continue d'être à la solde de la finance. Celle-ci voit d'un très bon œil le fait de faire un Grand Marché Transatlantique entre l'Europe et les États-Unis d'Amérique. Les peuples européens, beaucoup moins. L'Europe serait ainsi livrée aux intérêts économiques et stratégiques des États-Unis. Libre-échange, plus de règles écologiques et sociales possibles, toute possibilité de protection du territoire européen impossible : c'est le fantasme de la finance internationale qui se réalise. **C'est la soumission de notre continent à l'impérialisme américain**, qui profitera de la faiblesse du dollar par rapport à l'euro. Et c'est la fin de perspectives de collaboration économique avec d'autres puissances, telles que la Chine ou les pays « du sud ». Après s'être livrés dans les mains des Américains sur la stratégie militaire via l'OTAN et le bouclier européen, on parachève l'œuvre en livrant le marché économique. Ce texte d'une importance capitale a pourtant été préparé en catimini, sans aucune consultation des peuples d'Europe. C'est pourquoi nous réclamons un référendum sur le **Grand Marché Transatlantique**, qui permettra un vrai débat politique sur cette question (voir motion du Parti de Gauche ( <http://lepartidegauche.fr/actualites/communiqu/pour-un-referendum-sur-le-grand-marche-transatlantique-23337> )

Un autre exemple ? Dans un domaine qui, vous le savez, me tient très à cœur, l'eau, une commission d'enquête de la Commission européenne avait été ouverte pour faire la lumière sur les pratiques commerciales de Veolia, Suez Environnement et Saur et de leur syndicat professionnel, la FP2E, qui aurait été le lieu de discussions d'un partage concerté du marché français de l'eau et de ses prix. Le manque de concurrence réelle est un secret de polichinelle. J'en profite pour rappeler aux collectivités qui font encore le choix de la Délégation de Service Public au privé pour gérer leur approvisionnement en eau que ce manque de concurrence occasionne un évident surcoût pour les usagers. A bon entendeur... Mais j'en reviens à mon histoire d'enquête. La Commission d'enquête n'avait toujours pas, fin avril, rendu de verdict. Pourtant, le 13 janvier dernier, c'est Veolia qui annonçait dans un communiqué de presse que l'enquête était classée sans suite ! **Drôle de méthode qui consiste à ce que ce soit une des entreprises privées concernées par une enquête qui annonce son classement sans suite !** Depuis, la Commission a reconnu qu'il y avait eu des fuites... Ça en dit long sur les collusions, le lobbying

et la perméabilité qui existent entre certains hauts fonctionnaires et certains cadres supérieurs de multinationales.

Ce n'est pas autre chose que vise **le coup de balai réclamé le 5 mai dernier**. Car si cela existe dans le domaine de l'eau, soyez certains que cela existe dans tous les domaines. Je vais maintenant rappeler quelques définitions toutes simples :

- La **démocratie**, c'est le pouvoir du peuple, par le peuple, pour le peuple.
- L'**oligarchie** est un régime politique dans lequel la plupart des pouvoirs sont entre les mains d'un petit nombre d'individus, généralement une classe sociale ou une caste. Elle s'appuie sur une pratique du pouvoir collégiale et discrète.

Laquelle de ces deux définitions s'apparente le mieux, selon vous, à notre société aujourd'hui ? Et laquelle serait choisie par le peuple dans un processus constituant menant à une 6<sup>ème</sup> République ?

Nous proposons que le peuple vienne donner sa réponse dans les répliques locales de la grande marche du 5 mai (rendez vous locaux ici <http://www.marchepourla6eme.fr/?cat=13> ).

**Les 1er et 2 juin prochain, partout en France, nous poursuivons notre action contre la finance et l'austérité, pour une 6**

**ème**

**République.**

Ces dates là n'ont pas été choisies au hasard. Elles correspondent aux journées contre les politiques de la troïka européenne, initiées par les peuples espagnols et portugais.